



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 30 juin 2022**



Table des matières

Mission inclusion	3
<i>Rien à signaler</i>	4
Champs d'action au Québec	5
Des frigos généreux	6
Journal de Chambly – 2022-06-22 – p. 5	6
Une initiative pour accompagner les personnes en quête d'un logement	8
La Nouvelle Union – 2022-06-22 – p. 9	8
La Fondation Christian Vachon fait appel aux entreprises	10
La Tribune – 2022-06-29	10
Champs d'action à l'international	12
L'Afrique doit repenser son agriculture	13
Le Monde – 2022-06-17 – p. 29.....	13
Actualité à surveiller	15
Un organisme d'ici aide à nourrir l'Ukraine	16
Le Journal de Montréal – 2022-06-28.....	16



Mission inclusion



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Des frigos généreux

Journal de Chambly – 2022-06-22 – p. 5

Par : Jean-Christophe Noël

actualité 22 JUN 2022 | JOURNALDECHAMBLY.COM | 5

Partage-Don ta bouffé!

Des frigos généreux

Le projet des frigos communautaires en libre-service est officiellement lancé, comme en fait foi leur apparition sur le territoire de Chambly, de Saint-Césaire et de Marieville.

Un texte de Jean-Christophe Noël
redaction@journaldechambly.com

À Chambly, le lancement du projet Partage-Don ta bouffé a eu lieu chez POSA/Source des Monts. L'aménagement y est maintenant fonctionnel; les résidents comme les commerçants avoisinants peuvent y déposer leurs aliments en surplus, et tous les résidents, qu'ils soient voisins ou en passage à Chambly, ont l'occasion de venir y chercher des aliments selon leurs besoins.

Ce projet est une initiative d'Alternative Aliment-Terre, un organisme qui a pour mission de mettre sur pied des pratiques favorisant une meilleure gestion du gaspillage alimentaire sur le territoire, dans une perspective d'économie sociale, afin de développer une communauté mobilisée autour des enjeux de la sécurité alimentaire. Alternative Aliment-

Terre récupère les surplus de production et les aliments déclassés chez les producteurs et productrices du territoire, et ce, par la récupération des surplus déjà cueillis, ou en mobilisant une communauté de bénévoles afin de cueillir les aliments laissés au champ. Ces aliments sont conditionnés afin de prolonger leur durée de conservation et leur qualité nutritionnelle. Enfin, les aliments sont redistribués à la population selon un modèle de tarification sociale à travers les points de vente répartis sur le territoire. Cela permet d'éviter le gaspillage alimentaire et d'offrir une aide alimentaire d'urgence », souligne Emmanuelle Aubry, coordonnatrice de l'organisme Aliment-Terre.



À Chambly, de gauche à droite: Lynn O'Brien, Sandra Bédard, Philippe Vallancourt, Stéphanie Vallancourt. (Photo: courtoisie)

Le projet de frigos communautaires a pu être réalisé grâce à l'entente sectorielle pour le développement bioalimentaire de la Montérégie. Cette année, les cinq frigos installés en partenariat avec des organismes communautaires se situent à Marieville, à Saint-Jean-sur-Richelieu, à Chambly, à Saint-Césaire et à Saint-Alexandria.

BONNE FÊTE NATIONALE
À TOUTES LES CITOYENNES
ET À TOUTS LES CITOYENS
DU COMTÉ DE CHAMBLY!

JEAN-FRANÇOIS ROBERGE
DÉPUTÉ DE CHAMBLY
MINISTRE DE L'ÉDUCATION

2028 avenue Bourgogne, Chambly, Qc, J1L 1Z6
450 658-5452
JEAN-FRANCOIS.ROBERGE.CHMB@ASSNAT.QC.CA

BONNE FÊTE NATIONALE
du Québec

En famille ou entre amis, dans un parc ou autour d'un feu de camp, célébrons notre grande nation québécoise!

Partageons notre fierté pour notre culture, notre langue, nos traditions et nos chansons.

Bonne Fête nationale du Québec à toutes les citoyennes et tous les citoyens de Beloeil-Chambly!

Yves-François Blanchet

270, boulevard Fréchette
Chambly, Québec
J1L 2Z5

Téléphone : 450 658-0088
Numéro sans frais : 877 741-7802
yves-francois.blanchet@partig.ca

Le projet des frigos communautaires en libre-service est officiellement lancé, comme en fait foi leur apparition sur le territoire de Chambly, de Saint-Césaire et de Marieville.

À Chambly, le lancement du projet Partage-Don ta bouffé a eu lieu chez POSA/Source des Monts. L'aménagement y est maintenant fonctionnel; les résidents comme les commerçants avoisinants peuvent y déposer leurs aliments en surplus, et tous les résidents, qu'ils soient voisins ou en passage à Chambly, ont l'occasion de venir y chercher des aliments selon leurs besoins.

Ce projet est une initiative d'Alternative Aliment-Terre, un organisme qui a pour mission de mettre sur pied des pratiques favorisant une meilleure gestion du gaspillage alimentaire sur le territoire, dans une perspective d'économie sociale, afin de développer une communauté mobilisée autour des enjeux de la sécurité alimentaire. Alternative Aliment- Terre récupère les surplus de production et les aliments déclassés chez les producteurs et productrices du territoire, et ce, par la récupération des surplus déjà cueillis, ou en mobilisant une communauté de bénévoles afin de cueillir les aliments laissés au champ. Ces aliments sont conditionnés afin de prolonger leur durée



de conservation et leur qualité nutritionnelle. Enfin, les aliments sont redistribués à la population selon un modèle de tarification sociale à travers les points de vente répartis sur le territoire. Cela permet d'éviter le gaspillage alimentaire et d'offrir une aide alimentaire d'urgence», souligne Emmanuelle Aubry, coordonnatrice de l'organisme Aliment-Terre.

Le projet de frigos communautaires a pu être réalisé grâce à l'entente sectorielle pour le développement bioalimentaire de la Montérégie. Cette année, les cinq frigos installés en partenariat avec des organismes communautaires se situent à Marieville, à Saint-Jean-sur-Richelieu, à Chambly, à Saint-Césaire et à Saint-Alexandre.

[Retour à la table des matières](#)



Une initiative pour accompagner les personnes en quête d'un logement

La Nouvelle Union – 2022-06-22 – p. 9

Par : Claude Thibodeau

Une initiative pour accompagner les personnes en quête d'un logement

CLAUDE THIBODEAU
cthibodeau@lanouvelle.net

Un nouveau service est mis en place par les villes de Victoriaville, Warwick et l'Office municipal d'habitation Victoriaville-Warwick, un service de soutien à la recherche de logements dont le mandat est d'accompagner les personnes à la recherche d'un logement en prévision du 1^{er} juillet.

Deux personnes-ressources ont été embauchées à cette fin et sont déjà à l'œuvre.

« Avec ce qu'on vit, avec la hausse du coût des logements, on appréhende un 1^{er} juillet difficile. C'est pourquoi on a décidé d'octroyer

davantage de ressources pour faire face aux demandes », a expliqué le maire de Victoriaville, Antoine Tardif, à la suite d'une séance extraordinaire en fin de journée, lundi.

Les personnes-ressources ont entrepris déjà un démarchage afin d'identifier des familles du territoire pouvant éprouver des besoins en matière de logement. « On devrait être en mesure de combler les besoins pour chacune des familles de Victoriaville. C'est vraiment notre objectif que personne ne se retrouve à la rue », a soutenu le maire Tardif.

Une quinzaine de familles auraient ainsi été contactées ou ciblées à ce jour. La Ville de Victoriaville a conclu une entente avec le Complexe 905 (anciennement Complexe

Sacré-Coeur) pour relocaliser les familles. « Nous avons également des ententes pour l'entreposage des biens », a précisé le premier magistrat.

Un dernier, quelques personnes seules avaient été dirigées vers le Complexe 950 du boulevard des Bois-Francis Sud.

Les personnes-ressources ont aussi pour mission, a fait savoir le maire, de dresser l'inventaire de tout ce qui existe comme logements sur tout le territoire de la région élargie. « Ainsi, advenant qu'on n'ait pas la capacité de loger des gens, on pourrait le faire ailleurs. Toutes les solutions sont envisageables. On ne laissera tomber personne », a assuré Antoine Tardif.

Par communiqué, le maire de Warwick, Pascal Lambert, a souligné que la pénurie de

logements abordables se fait sentir partout, d'où l'importance « de nous serrer les coudes afin de faire face à cet enjeu ».

Par résolution, les deux conseils municipaux ont confirmé leur adhésion au volet 3 du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités offert par la Société d'habitation du Québec.

Les personnes concernées désireuses de bénéficier du nouveau service en place n'ont qu'à téléphoner au 819 758-5733.



Les élus réunis en séance extraordinaire en fin de journée, lundi. Photo: www.lanouvelle.net



Votre journal appuie

L'achat LOCAL

Quand vient le temps de choisir le média où paraîtra votre publicité, votre journal local devrait être une priorité!

STRATÉGIES PUBLICITAIRES

- Imprimées
- Web
- Réseaux sociaux
- Reportage, rédaction de contenu

PENSEZ-Y : s'encourager les uns les autres, c'est investir dans l'économie d'ici!

							
Mélessa Houle Éditrice régionale	Caroline St-Pierre Conseillère publicitaire	Josée Bolsvert Conseillère publicitaire	David Dionne Conseiller publicitaire	Danny Leblanc Conseiller publicitaire	Nathalie Labbé Directrice support aux ventes	Lynda Goulet Coordonnatrice et réceptionniste	Annie Gauvreau Coordonnatrice aux ventes

ON VOUS FAIT CONNAÎTRE




819 758-6211
ventes@lanouvelle.net

J'achète LOCAL et j'annonce LOCAL

LA NOUVELLE UNION - www.lanouvelle.net - Le 22 juin 2022 - 9

Un nouveau service est mis en place par les villes de Victoriaville, Warwick et l'Office municipal d'habitation Victoriaville-Warwick, un service de soutien à la recherche de logements dont le mandat est d'accompagner les personnes à la recherche d'un logement en prévision du 1^{er} juillet.

Deux personnes-ressources ont été embauchées à cette fin et sont déjà à l'œuvre.

« Avec ce qu'on vit, avec la hausse du coût des logements, on appréhende un 1^{er} juillet difficile. C'est pourquoi on a décidé d'octroyer davantage de ressources pour faire face aux demandes », a expliqué le maire de Victoriaville, Antoine Tardif, à la suite d'une séance extraordinaire en fin de journée, lundi.



Les personnes-ressources ont entrepris déjà un démarchage afin d'identifier des familles du territoire pouvant éprouver des besoins en matière de logement. « On devrait être en mesure de combler les besoins pour chacune des familles de Victoriaville. C'est vraiment notre objectif que personne ne se retrouve à la rue », a soutenu le maire Tardif.

Une quinzaine de familles auraient ainsi été contactées ou ciblées à ce jour. La Ville de Victoriaville a conclu une entente avec le Complexe 905 (anciennement Complexe Sacré-Coeur) pour relocaliser les familles. « Nous avons également des ententes pour l'entreposage des biens », a précisé le premier magistrat. L'an dernier, quelques personnes seules avaient été dirigées vers le Complexe 950 du boulevard des Bois-Francis Sud.

Les personnes-ressources ont aussi pour mission, a fait savoir le maire, de dresser l'inventaire de tout ce qui existe comme logements surtout le territoire de la région élargie. « Ainsi, advenant qu'on n'ait pas la capacité de loger des gens, on pourrait le faire ailleurs. Toutes les solutions sont envisageables. On ne laissera tomber personne », a assuré Antoine Tardif.

Par communiqué, le maire de Warwick, Pascal Lambert, a souligné que la pénurie de logements abordables se fait sentir partout, d'où l'importance « de nous serrer les coudes afin de faire face à cet enjeu ». Par résolution, les deux conseils municipaux ont confirmé leur adhésion au volet 3 du Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités offert par la Société d'habitation du Québec.

Les personnes concernées désireuses de bénéficier du nouveau service en place n'ont qu'à téléphoner au 819 758-5733.

[Retour à la table des matières](#)



La Fondation Christian Vachon fait appel aux entreprises

La Tribune – 2022-06-29

Par : Claude Plante

<https://www.latribune.ca/2022/06/28/la-fondation-christian-vachon-fait-appel-aux-entreprises-678be70a598b89e50dcf4255f7b12ed0>

La Fondation Christian Vachon se tourne vers les entreprises pour aider des jeunes en difficulté dans les écoles.

L'organisme veut se préparer tout de suite en vue de la rentrée scolaire qui s'annonce pénible pour plus de jeunes cette année.

«Nous remarquons une hausse de 25 % des demandes d'aide pour des vêtements, des fournitures scolaires, des repas et des activités scolaires», énumère l'énergique fondateur Christian Vachon lors d'un entretien accordé à La Tribune.

«Nous devons nous préparer pour la rentrée et nous voulons faire connaître un programme qui existe depuis quelques années et qui s'adresse aux entreprises. Les gens d'affaires qui veulent soutenir la cause peuvent être associés à une école. L'argent sert à soutenir l'achat pour les jeunes en difficulté.»

Le champ d'action de la fondation magogoise s'est élargi. On la connaît pour sa course à relais autour du lac Memphrémagog servant à amasser des fonds pour son œuvre dans les écoles en milieu défavorisé. Elle est maintenant active dans les secteurs de Sherbrooke, Granby et Saint-Hyacinthe.

«Le programme dédié aux entreprises leur permet d'avoir un impact localement», ajoute M. Vachon.

«Quand nous arrivons dans une école, nous ne tassons pas personne. S'il y a déjà un organisme qui aide et qu'il y a de la place pour aider d'autres jeunes nous le faisons. Nous ne donnons pas d'argent aux parents. Ils se présentent au magasin et nous payons le montant. L'argent que les entreprises apportent nous permet de libérer des fonds de notre budget et de nous tourner vers d'autres écoles à aider», dit-il.

Près d'une centaine d'entreprises ont offert des fonds. «L'argent demeure dans la communauté», assure Christian Vachon. Les effets, comme les vêtements et les fournitures scolaires, sont achetés dans des commerces de la région de l'entreprise et de l'école ciblée.

«Il y a certainement des entreprises qui réservent des sommes pour aider leur communauté, mais qui ne savent pas à qui s'adresser. Des gens d'affaires veulent aider la jeunesse. Notre fondation est bien organisée pour cela. Nous avons les contacts avec les écoles et les commerces qui vendent des vêtements et des effets scolaires pour venir en aide aux jeunes défavorisés», déclare-t-il.



Pour illustrer le travail à effectuer, Christian Vachon donne l'exemple de l'école des Quatre-Vents à Sherbrooke. Sur les 250 élèves, 70 sont sur la liste de la Fondation Christian Vachon. On parle d'un budget d'environ 44 000 \$. Quatre entreprises soutiennent la cause.

À Stanstead, une compagnie offre son aide pour rendre la vie plus facile à des jeunes des deux écoles primaires. «C'est un beau modèle d'implication sociale pour une entreprise», lance Christian Vachon.

«Les entreprises aiment que l'argent soit dépensé dans leur communauté pour aider le monde de leur entourage.»

On peut joindre l'organisme à l'adresse web www.fondationchristianvachon.com.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



L'Afrique doit repenser son agriculture

Le Monde – 2022-06-17 – p. 29

Par : Marie de Vergès

Le Monde

Vendredi 17 Juin 2022

IDÉES | 29

Ordre public: l'affrontement ne garantit pas la sécurité

« LE PRÉFET DE POLICE LALLEMENT APPLIQUE UNE POLITIQUE DU BÂTON QUI CRÉE DE LA DÉSINIBITION DANS L'USAGE DE LA FORCE »

FLORIAN VADILLO
président du think tank L'Idéale

Urvos (2016-2017), cette stratégie sécuritaire dépasse le cas du Stade de France. « Depuis 2007-2008, le terrorisme a entraîné une militarisation de l'ordre public en général, qui s'inscrit désormais dans une logique cybernétique. Une conception selon laquelle la prégnance à Paris. « Le préfet Lallement applique sa doctrine, nous dit-il, elle est rétroactive et peu innovante, c'est la politique du bâton qui peut gêner de la cause, car elle crée de la désinhibition dans l'usage de la force, là où il faudrait de la mesure, même si elle n'est pas de police est difficile. »

La doctrine Lallement du « contact » donne jusqu'à ce jour de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), y compris ses ordres de poursuite de véhicules lors des refus d'obtempérer. Un haut responsable de la DCPJ estime que « rien ne sert de poursuivre un véhicule en infraction. On crée plus de danger alors qu'on a tous les moyens d'identifier les auteurs et d'aller les chercher calmement le lendemain. En sursautant les policiers, en cherchant la confrontation, on crée un état de guerre permanent. »

Pareille méthode expose physiquement les fonctionnaires en faisant de leur corps un rempart susceptible d'être percé. Pour les passagers, elle peut se transformer en prise de mort pour un délit routier. Pour les piétons, un véhicule en fuite dans une grande ville devient une menace létale. Dans la nuit du 28 au 29 mai au stade de Paris, une jeune femme a perdu la vie après avoir été percutée par un chauffard pour

suivi alors qu'il venait de forcer un barrage. En moins de quatre mois, dans Paris et sa région, quatre personnes ont été tuées lors de contrôles policiers de véhicules qui ont mal tourné. L'armement n'est-il adapté? Les policiers militaires III, C6E, aujourd'hui portés par de jeunes gardiens de la paix ont été distribués après 2015 pour faire face à d'autres attaques terroristes. L'équipement systématique des forces de l'ordre avec ce type d'arme se justifie-t-il par un niveau de menace constant? Les syndicats de policiers soulignent, en outre, le grand défaut de formation pour ces faussa d'usage. Tirez au coup-rif pas tirez en rafale. La force républicaine se définit par le contrôle absolu de l'ouverture du feu.

« Art de ne rien faire »

Depuis 2013, la militarisation de la force et de la loi de 2017 a alligé les conditions d'ouverture du feu par un rempart susceptible d'être percé. Pour les passagers, elle peut se transformer en prise de mort pour un délit routier. Pour les piétons, un véhicule en fuite dans une grande ville devient une menace létale. Dans la nuit du 28 au 29 mai au stade de Paris, une jeune femme a perdu la vie après avoir été percutée par un chauffard pour

vice dans les espaces publics, concerts, bars, musées. Apparemment, ils devaient avoir l'accord des propriétaires des lieux. Les protestations des organisateurs de festivals, comme Les Vieilles Charrues, en Bretagne, qui polentaient le risque de bavard, ont fait long feu. Pour Jean-Michel Fauvegras, député (LR, Seine-et-Marne) sortant, corresponsable du texte, c'est le moyen d'anticiper un « nouveau jihadisme » car d'après lui, « les trois policiers venus, ce soit-là, au concert à titre personnel, avaient été armés, l'issue de l'attaque terroriste aurait été changée. Cela revient, sur la base d'un cas opérationnel, à accorder à un seul individu, sans aucun filtre institutionnel, un droit d'usage de la force. »

Pour le préfet Lallement, la force doit s'ajuster. Une vision que ne partage pas Christian Vigouroux, ex-directeur de cabinet de plusieurs ministres de l'Intérieur et de la Justice. Dans son livre *De la force exercée de la force* (Odile Jacob, 2017), il assure que, en matière de maintien de l'ordre, « l'impensé est à la mesure, parfois, ce peut être l'art de ne rien faire et, toujours, l'art de ne pas trop en faire (ou l'inverse) tout simplement pas de poser de trop de force pour la montrer et ne pas avoir à s'en servir. »

Dans son Contrat social, Jean-Jacques Rousseau s'interrogeait déjà sur les dangers d'un divorce entre la force publique et le corps social. Contre la force publique contribue à la cohésion d'une société; contre elle, elle participe à la destruction du lien social. ■

JACQUES POLLIROU

CHRONIQUE | PAR MARIE DE VERGÈS

L'Afrique doit repenser son agriculture

Au Nigeria, la flambée des prix fait basculer de plus en plus de ménages sous la ligne de flottaison selon la Banque mondiale, le géant d'Afrique de l'Ouest compterait désormais quelque 95 millions de pauvres, soit presque la moitié de la population. Au Ghana, l'inflation vient d'atteindre un niveau record depuis dix-huit ans, à plus de 27 %. Au Sahel, jusqu'à 18 millions de personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire d'ici à la fin du mois d'août. Jour après jour, les voyants passent au rouge sur un continent africain essoré par deux années de pandémie et qui doit désormais encaisser les retombées d'une guerre lointaine. Alors que les prix des céréales et de l'énergie ont explosé, les États dépendant des importations pour nourrir leurs populations voient s'aggraver la faim et la précarité. Debut juin, à Ketchi, en Russie, le président de l'Union africaine, Macky Sall, a enjoint à Vladimir Poutine de « prendre conscience » que l'Afrique était « victime » du conflit russo-ukrainien. Tout en rappelant que les tensions alimentaires avaient été aggravées par les sanctions prises contre Moscou, renvoyant aux Occidentaux une partie des responsabilités.

L'invasion de l'Ukraine est la cause première de ce chaos. Mais si les mesures punitives entraînent pour les pays africains des dommages collatéraux, à charge pour l'Europe et les États-Unis de trouver les moyens de compenser le sujet est d'ailleurs bien à leur agenda. Fin juin, au sommet du G7, ils devaient signer un accord sur le contenu de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, cette initiative lancée avec la Banque mondiale pour répondre aux besoins des pays les plus vulnérables. Sur le long terme, les États africains ont aussi un rôle crucial à jouer. Pour garantir la sécurité alimentaire, ils doivent accorder plus d'attention à leur secteur agricole. En 2005, les dirigeants africains réunis à Maputo (Mozambique) s'étaient en-

DU FAIT D'UNE URBANISATION GALOPANTE, L'AFRIQUE EST LE CONTINENT OÙ LA CONSOMMATION DE BLÉ CROÎT LE PLUS VITE

Le Monde Afrique

CÉLINE SE RÉVÈLE ET DÉRANGE ENCORE

HORS-SÉRIE

Pour des raisons publiées par simple provocation, le plus souvent par pudeur. Céline aimait mentir que traversait la réalité. « La vérité n'est plus d'écrire », écrivait-il. Aussi, l'homme privé comme le personnage public ont longtemps été entortillés de légendes. La misère fantasmée. La réputation imaginaire. L'incroyable affirmation « Je n'ai jamais collaboré » de l'exilé au Danemark. Le demi-émigré, celui qui reste le pauvre hère de Meudon (Hauts-de-Seine) rivé à sa table de travail dans une bistrot glaciale, forcé migratoire contraint d'écrire pour gagner sa croûte. Heureusement, après la biographie de François Gibault et celles qui ont suivi, nous sommes à présent capables de démanteler le vrai du faux et peut-être dirions-nous, comme Adrien, « C'était une toute petite vie ». Les pamphlets anticomunistes, qui firent si longtemps débat sans qu'on puisse les lire, sont aujourd'hui accessibles en dépit de l'insouciance mainte-

nue par sa veuve, M^{me} Destouches, décédée en 2019.

L'œuvre, désormais reconnue comme majeure, est disponible dans sa totalité depuis la découverte, en 2001, de milliers de pages manuscrites inédites, ce qui était absolument nécessaire à nous pénétrons en connaissance de cause, même si nous continuons à nous demander comment un personnage d'une telle finesse a pu se laisser aller avec délectation à nous raconter des mensonges. L'homme, ses qualités et ses défauts, son mélange de petit secret n'a qu'un intérêt relatif.

Plus important, il affirmait être détesté pour avoir dénoncé, avec *Voyage au bout de la nuit* – son seul « livre méchant » – tous les écrivains de son temps. Il l'avait raison, il y a en littérature, un avant et un après Céline : qu'on aime ou non, mais qu'il est en dette avec lui. L'œuvre continue de déran-

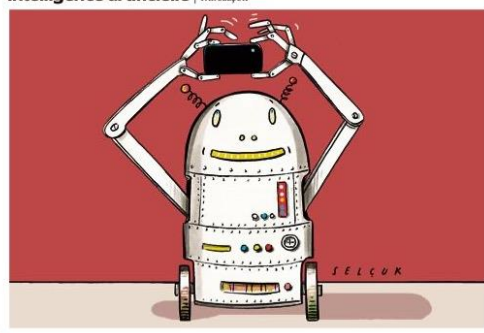
ger, pose encore question. On s'interroge sur le mystère du « rendu érotique » ou les tentes de mensurer le boulevardement radical imposé à la langue.

Ainsi, dans ce hors-série du Monde, quatre auteurs, Pierre Assoline, Delfeil de Ton, Jean-Pierre Martin, François Gibault, peuvent avoir des approches très différentes. Quant à Jean-Pierre Thibaut, qui, l'été dernier, a révisé publiquement l'existence de milliers de pages manuscrites inédites, il lire un peu du voile sur ce rocambolesque événement. De son côté, Henri Godard, l'éditeur de Céline dans « La Pléiade », relative l'importance de ces inédits. Chacun fait son Céline.

Mais, au-delà de la gloire, du pourquoi et du comment, seuls comptent finalement le plaisir intense et l'émotion que procure la lecture des romans. Quant à ceux qui n'auraient encore jamais aimé de ses livres, ils s'interrogent le bonheur qui les attend. ■

FLORENCE BASTIEN

Intelligence artificielle | PAR SELCUX



Au Nigeria, la flambée des prix fait basculer de plus en plus de ménages sous la ligne de flottaison : selon la Banque mondiale, le géant d'Afrique de l'Ouest compterait désormais quelque 95 millions de pauvres, soit presque la moitié de la population. Au Ghana, l'inflation vient d'atteindre un niveau record depuis dix-huit ans, à plus de 27 %. Au Sahel, jusqu'à 18 millions de personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire d'ici à la fin du mois d'août. Jour après jour, les voyants passent au rouge sur un continent africain essoré par deux années de pandémie et qui doit désormais encaisser les retombées d'une guerre lointaine. Alors que les prix des céréales



et de l'énergie ont explosé, les Etats dépendant des importations pour nourrir leurs populations voient s'aggraver la faim et la précarité. Début juin, à Sotchi, en Russie, le président de l'Union africaine, Macky Sall, a enjoint à Vladimir Poutine de « prendre conscience » que l'Afrique était « victime » du conflit russo-ukrainien. Tout en rappelant que les tensions alimentaires avaient été aggravées par les sanctions prises contre Moscou, renvoyant aux Occidentaux une partie des responsabilités.

L'invasion de l'Ukraine est la cause première de ce chaos. Mais si les mesures punitives entraînent pour les pays africains des dommages collatéraux, à charge pour l'Europe et les Etats-Unis de trouver les moyens de compenser. Le sujet est d'ailleurs bien à leur agenda. Fin juin, au sommet du G7, ils devraient tâcher d'en dire plus sur le contenu de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, cette initiative lancée avec la Banque mondiale pour répondre aux besoins des pays les plus vulnérables. Sur le long terme, les Etats africains ont aussi un rôle crucial à jouer. Pour garantir la sécurité alimentaire, ils doivent accorder plus d'attention à leur secteur agricole. En 2003, les dirigeants africains réunis à Maputo (Mozambique) s'étaient engagés à allouer 10 % de leur budget national à l'agriculture. Près de vingt ans plus tard, on en est toujours loin.

Pourquoi ont-ils si peu investi dans leurs masses paysannes qui forment pourtant la majorité des actifs et ne mangent souvent pas à leur faim ? Entre autres parce qu'elles sont éloignées dans les campagnes, tandis que le citadin menace de descendre dans la rue si son estomac est vide.

Faibles rendements

Les gouvernements ont donc favorisé l'importation de denrées alimentaires à bas prix pour acheter la paix sociale. D'autant qu'importer permet de prélever des droits de douane et, partant, de remplir les caisses d'Etats qui peinent à lever l'impôt. Les pays du Nord ont encouragé ce système, ravis de pouvoir ravitailler les villes africaines, eux qui produisaient tant et si bon marché. Aujourd'hui, du fait d'une urbanisation galopante, l'Afrique est le continent où la consommation de blé croît le plus vite. Mais la production de cette céréale y demeure marginale. Il existe bien des cultures africaines spécifiques parmi lesquelles le mil, le manioc, l'igname, le sorgho ou le teff. La plupart sont connues pour leur potentiel nutritif ou leur résistance aux conditions climatiques locales. Certaines peuvent même être transformées en farine, et ainsi se substituer au blé. Malgré ces atouts, la recherche agronomique s'en est trop longtemps désintéressée et leurs rendements demeurent faibles. Les pistes pour hisser la production agricole sont identifiées : donner aux agriculteurs l'accès à des intrants subventionnés, investir dans la création d'unités de transformation locales, établir des circuits de distribution pour pouvoir approvisionner les villes. Le Rwanda a lancé depuis quelques années une telle révolution verte, preuve que les choses peuvent changer. Les pays africains concentrent la majeure partie des terres arables encore disponibles dans le monde. Beaucoup d'entre eux disposent de vastes réserves de gaz qui pourraient leur permettre de développer une industrie des engrais, et devenir ainsi moins dépendants des fertilisants importés en masse de Russie. L'Afrique n'est pas condamnée à demeurer le continent de la faim.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Un organisme d'ici aide à nourrir l'Ukraine

Le Journal de Montréal – 2022-06-28

Par : Camille Payant

<https://www.journaldemontreal.com/2022/06/28/un-organisme-dici-aide-a-nourrir-lukraine>

Une organisation québécoise offre de nouvelles serres et de l'équipement de transformation laitière à des agriculteurs ukrainiens qui subissent les contrecoups de l'invasion russe.

L'organisme de coopération SOCODEVI, basé à Québec, avait lancé en janvier 2021 un nouveau projet dans le Donbass pour soutenir des agriculteurs de la région déplacés durant la guerre en 2014 et qui étaient finalement de retour chez eux.

Mais ceux-ci ont dû, en février, quitter une nouvelle fois leurs installations en raison du conflit avec la Russie.

« On avait commencé un projet d'après-guerre, pour que les gens puissent retrouver leur terre et cultiver en paix. Mais ils ont dû partir une autre fois », se remémore François Dionne, directeur des programmes internationaux chez SOCODEVI.

Un lieu plus sécuritaire

Plusieurs d'entre eux sont maintenant installés à Lviv, une ville relativement épargnée dans l'ouest du pays.

« Certains agriculteurs hébergent et offrent un espace à des collègues relocalisés afin de les supporter », affirme Iryna Volovyk, une partenaire locale du projet.

Ses collègues et elle ont aussi eu l'idée de construire deux serres en banlieue de Lviv, qui étaient au départ destinées au Donbass, afin que des agriculteurs déplacés puissent poursuivre leurs activités.

« Nos agriculteurs ne doivent pas seulement survivre, mais aussi penser au futur », explique Mme Volovyk.

Même si plusieurs agriculteurs sont toujours en mesure de poursuivre leurs activités, ils ne sont pas nécessairement capables d'écouler leurs stocks.

C'est ce qui est arrivé à plusieurs fermes laitières, lorsque les transformateurs agroalimentaires ont fermé leurs usines.

Ces agriculteurs doivent toutefois continuer de s'occuper de leurs bêtes, ce qui implique de rester pris avec des quantités importantes de lait non pasteurisé.

Une question de survie

« La production laitière est la seule source de revenus dans certains villages et une question de survie pour certaines familles », mentionne une autre partenaire de SOCODEVI, Olena Velychko. Une coopérative laitière située à la frontière des régions de Kharkiv et de Dnipro s'est donc équipée pour produire du fromage artisanal dans leur maison.



D'autres « transforment le lait afin de créer de nouveaux produits destinés au marché local comme du lait pasteurisé ou de la crème sure. Une partie est offerte gratuitement aux personnes relocalisées et à l'armée », précise Mme Velychko.

Peu avant l'invasion de l'Ukraine, SOCODEVI planchait aussi sur un projet d'usine de transformation laitière à Lviv.

« On se demandait si on devait arrêter, mais finalement on va la terminer parce que les gens en ont vraiment besoin. C'est un exemple d'appui à la sécurité alimentaire », affirme M. Dionne.

« On est encouragé à continuer les projets, à rester. Dans les prochaines années, il y aura encore beaucoup d'appétit de la part du gouvernement canadien d'investir en coopération internationale pour rebâtir le pays », croit-il.

[Retour à la table des matières](#)